

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 59

Excusés : 13

Absents : 8

REUNION DU 9 OCTOBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-TROIS**, le **LUNDI NEUF OCTOBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouahab, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme PINHEIRO Amélie,

AYANT

DONNE

POUVOIR A

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, M. CHAUSSAT Jacques,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.

SECRETAIRE

DE SEANCE

Mme Virginie de CARVALHO

DELIBERATION N°127 - URBANISME - MODIFICATION N°4 DU PLU D'AULNAY-SOUS-BOIS - DECISION DE NON REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUITE A L'AVIS CONFORME DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Alain RAMADIER,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.104-1 à L.104-3 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi ASAP ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu l'arrêté N°2023-015 en date du 3 juillet 2023 prescrivant la modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois ;

Vu la délibération n°99 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 10 juillet 2023 relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la procédure de modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois ;

Vu l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France N°MRAe AKIF-2023-118 du 20 septembre 2023 concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois après examen au cas par cas, ci-annexé.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231009-127-09-10-2023-DE
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de modification n°4 du PLU d'Aulnay-sous-Bois afin de répondre aux besoins d'adaptation des dispositions applicables pour la mise en œuvre de projets prioritaires et nécessaires pour l'emploi et le logement à Aulnay-sous-Bois.

Considérant que cette procédure vise uniquement à faire évoluer la règle relative au stationnement des CINASPIC (hors zone agricole), à exempter les CINASPIC en zone UG des règles d'implantation aux limites séparatives, à augmenter modérément les hauteurs autorisées pour les CINASPIC en zone UG, à augmenter les hauteurs autorisées en sous-secteur UIe et à lever les restrictions d'autorisation sous condition des équipements d'intérêt général liés à la voirie et aux réseaux en zone UI.

Considérant que l'analyse de ces modifications par les bureaux d'études en charge d'accompagner Paris Terres d'Envol dans les procédures d'évolutions des PLU communaux a permis de démontrer l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

Considérant le dispositif d'examen au cas par cas dit « ad hoc », défini aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, qui dispose que la personne publique responsable doit saisir l'autorité environnementale pour avis conforme lorsqu'elle estime que la procédure d'évolution menée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol, en tant que personne publique responsable du projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme d'Aulnay-sous-Bois, a ainsi soumis le 21 juillet 2023 à la MRAe Ile-de-France, pour avis conforme, un dossier présentant les évolutions projetées et les justifications lui permettant de conclure à l'absence d'incidences notables sur l'environnement de celles-ci, conformément notamment à l'article R.104-34 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'autorité environnementale, dans son avis conforme ci-annexé, valide la conclusion de l'EPT Paris Terres d'Envol sur l'absence de nécessité de réaliser l'évaluation environnementale de la procédure de modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois.

Considérant que, au vu de cet avis, il revient donc au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de prendre une décision motivée relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale conformément notamment aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'analyse des impacts environnementaux liés aux évolutions projetées et l'avis conforme de la MRAe Ile-de-France permettent de conclure que la procédure de modification n°4 du PLU d'Aulnay-sous-Bois n'aura pas d'incidences notables sur l'environnement et qu'il est donc pertinent de poursuivre la procédure sans réaliser d'évaluation environnementale.

Après avoir délibéré,

- **Décide** de ne pas réaliser d'évaluation environnementale de la procédure de modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie d'Aulnay-sous-Bois pendant un délai d'un mois.
- **Précise** que la délibération et l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France annexé seront transmis à monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis et au Maire d'Aulnay-sous-Bois.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de son affichage et / ou de sa publication.

Adopté à l'unanimité

(68 voix pour, 4 abstentions : Rachid BELOUCHAT,
Najet MABCHOUR, Oussouf SIBY, MéliSSa YOUSOUF)

